

## **Violation des lignes rouges : L'avant-projet de la déclaration de Durban II**

*Dispositions choisies de l'avant-projet des Nations Unies publié lors de la seconde session préparatoire (Oct. 2008)*

### **Résumé**

La thèse dominante présentée dans les 88 pages de l'avant-projet de la déclaration de Durban II (« Draft Outcome Document »)\* est que les Etats-Unis, l'Europe de l'Ouest, Israël et d'autres démocraties libérales que ce soit leurs principes, leurs institutions, leurs politiques, leurs identités tant nationales qu'historiques, sont singulièrement racistes et en plus discriminatoires envers l'Islam. La liberté d'expression, la richesse, la globalisation, les mesures de sécurité pour combattre le terrorisme antioccidental sont pointées du doigt comme des causes de racisme, de discrimination et de « diffamation de l'Islam ».

En particulier, cette ébauche, compilée par un comité qui inclut des pays comme la Lybie en tant que présidente, l'Iran, le Pakistan et Cuba en tant que vice-présidents, ne s'intéresse qu'à un pays spécifique, Israël, qui est présenté comme l'ennemie de l'humanité, utilisant un langage repris de la célèbre déclaration de Téhéran de 2001.

Le tableau ci-dessous examine une petite sélection des 646 dispositions de l'avant-projet de la déclaration de Durban II, mettant en avant certains points qui rompent les lignes rouges européennes. Comme présentées par la France au nom de l'UE, lors d'une déclaration le 19 septembre 2008 dans le cadre du Conseil des Droits de l'Homme, les lignes rouges de l'UE rejettent (1) la singularisation d'une région du monde en particulier ; (2) la réouverture de la déclaration de Durban de 2001 en insérant une interdiction de « diffamer la religion », dans le but de restreindre la liberté d'expression et d'imposer une censure par les lois islamiques contre le blasphème ; (3) l'établissement d'une hiérarchie des victimes et (4) la politisation ou la polarisation de la discussion.

Plutôt cette année, le président français Nicolas Sarkozy s'est engagé à retirer l'Union Européenne de Durban II si les excès de 2001 se répétaient et si les intérêts de l'UE étaient ignorés. Sa présidence sur l'UE et sa capacité à honorer sa promesse se terminera le 31 décembre 2008.

---

\* Avant-projet du document final de la conférence de suivi de Durban de 2009, comme publié sur le site des Nations Unies, deuxième session préparatoire (6-17 octobre 2008), <http://www2.ohchr.org/english/issues/racism/DurbanReview/session2-documentation.htm> (dernier accès le 22 octobre 2008).

## Violation des lignes rouges : L'avant-projet de la déclaration de Durban II

*Dispositions choisies de l'avant-projet des Nations Unies publié lors de la seconde session préparatoire (Oct. 2008)*

### Engagements des gouvernements de l'Union européenne

**Le Président français Nicolas Sarkozy :**

“ Vous avez parlé de la conférence de Durban. Je vais vous dire : la conférence de Durban de 2001 a permis des excès intolérables de la part de certains états et de nombreuses ONG qui ont transformé la conférence en un forum contre Israël. Personne n'a oublié. Une conférence de suivi est prévue pour 2009. M. le président (du CRIF), vous m'avez posé une question. Je vais vous répondre franchement. **La France ne permettra pas une répétition des excès et des abus de 2001.** Nos partenaires européens partagent nos inquiétudes. **La France présidera l'Union européenne dans les derniers mois avant la conférence de suivi. Je vous le dit : si jamais nos demandes légitimes ne sont pas prises en compte, nous nous désengagerons du processus. Je pense que ma réponse n'est pas ambiguë.**

Source : Discours de Nicolas Sarkozy au diner annuel du CRIF, 13 février, 2008.

**Le Ministre de l'Europe du l'Angleterre, Jim Murphy :**

“ Il ne devrait pas y avoir une répétition de l'antisémitisme scandaleux qui a saccagé les événements autour de la conférence contre le racisme de 2001... **[Nous] ne participerons pas à une conférence internationale qui présente un degré d'antisémitisme aussi scandaleux que la précédente édition...** Si nous arrivons au point où nous pensons que la conférence ne sera pas un succès, l'option de nous retirer de la conférence reste une possibilité.

Source : Débats parlementaires, 13 Mai, 2008

**Le Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas, Maxime Verhagen :**

“ *Rapport de Radio Netherlands, 18 Mai 2008* : **Les Pays-Bas n'accepteront pas qu'il y ait des tentatives d'appeler Israël un état raciste lors d'une conférence des Nations Unies** dans la ville de Durban en Afrique du Sud l'année prochaine, a dit le Ministre des Affaires Etrangères Maxime Verhagen. Il a dit que les Pays-Bas sont impliqués dans l'organisation d'une nouvelle conférence de Durban et qu'ils n'hésiteront pas à se retirer s'il y a une spirale d'événements négatifs similaires.

Source : Radio Netherlands, 18 Mai, 2008

**Violation des lignes rouges : L'avant-projet de la déclaration de Durban II**

*Dispositions choisies de l'avant-projet des Nations Unies publié lors de la seconde session préparatoire (Oct. 2008)*

**Le Ministre des Affaires Étrangères du Danemark, Per Stig Moller :**

“ Si l’OCI (organisation de la Conférence Islamique) fait passer son projet de résolution, ils ne devraient pas s’attendre à ce que les pays européens et occidentaux soient présents à la table... Nous ne pouvons accepter que la religion soit associée au racisme.

*Source: “Danish foreign minister threatens Western boycott of Durban II,” [Europe News](#), mentionnant [Jyllands-Posten](#), 28 Octobre 2008.*

## Violation des lignes rouges : L'avant-projet de la déclaration de Durban II

*Dispositions choisies de l'avant-projet des Nations Unies publié lors de la seconde session préparatoire (Oct. 2008)*

*Les passages clés sont soulignés en gras*

Avant-projet de la déclaration de Durban II	Violation de la ligne rouge	Analyse
<p><i>Note that some of the most <b>worrying trends since 2001 include racio-religious profiling and discrimination, defamation of Muslims, their faith and beliefs</b>, incitement to religious hatred and its concomitant effects on multiculturalism, national and international peace and stability as well as human rights of the affected communities. (Par. 26, <a href="#">Section I.</a>)</i></p>	<p>“Diffamation de la religion” (Réouverture de la déclaration de 2001)</p>	<p>Revendique que la “diffamation de l’Islam” est une des plus inquiétantes tendances depuis 2001. Omet les attaques terroristes du 11 septembre qui se sont passées une semaine après l’adoption de la déclaration de Durban de 2001.</p>
<p><i>Agrees that <b>defamation of religions</b> cannot be dissociated from a profound reflection on the trends of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance that are developing in the current political and ideological context. (Par. 27, <a href="#">Section I.</a>)</i></p>	<p>“Diffamation de la religion” (Réouverture de la déclaration de 2001)</p>	<p>Regroupe la religion avec le concept de race. Mentionne la “diffamation de la religion”, une notion qui n’a pas de bases et qui est inconsistante avec le droit international humanitaire. Essaie d’octroyer une légitimité onusienne à des dispositions islamiques contre le blasphème.</p>

## Violation des lignes rouges : L'avant-projet de la déclaration de Durban II

*Dispositions choisies de l'avant-projet des Nations Unies publié lors de la seconde session préparatoire (Oct. 2008)*

<p>Acknowledges that the <b>most disturbing phenomenon is the intellectual and ideological validation of Islamophobia</b>. When it is expressed against migrants it takes the form of religio-ethnic or religio-racial tones, when it is expressed in the form of <b>defamation of religions</b>, it <b>takes cover behind the freedom of expression</b> and when it is expressed in the form of profiling. It <b>hides behind the war against terrorism</b>. Believes that association of terrorism and violence with Islam or any other religion including through <b>publication of offensive caricatures</b> and making of hate documentaries would purposely complicate our common endeavours to address several contemporary issues including fight against terrorism and occupation of foreign territories and peoples. (<i>Par. 30, <a href="#">Section 1.</a></i>)</p>	<p>“Diffamation de la religion” (Réouverture de la déclaration de 2001)</p>	<p>Tentative d’octroyer une légitimité onusienne à des dispositions islamiques contre le blasphème. Les musulmans sont les plus importantes victimes et les cibles du racisme occidental.</p>
<p><i>Urges</i> States to take serious steps to address the contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance and in this context to take firm action against negative stereotyping of religions and <b>defamation of religious personalities, holy books, scriptures and symbols</b>. (<i>Par. 100, <a href="#">Section 5</a></i>)</p>	<p>“Diffamation de la religion” (Réouverture de la déclaration de 2001)</p>	<p>Tentative d’importer les lois islamiques contre le blasphème dans le droit international humanitaire.</p>
<p>National laws alone cannot deal with the rising tide of <b>defamation and hatred against Muslims</b>, especially if such trends are spreading to the grass root communities. A framework is needed to analyze national laws and understand their provisions. This could then be compiled in a <b>single "universal document" as guidelines for legislation – aimed at countering "defamation of religions"</b>. (<i>Par. 142, <a href="#">Section 5</a></i>)</p>	<p>“Diffamation de la religion” (Réouverture de la déclaration de 2001)</p>	<p>Tentative d’importer les lois islamiques contre le blasphème dans le droit international humanitaire.</p>

## Violation des lignes rouges : L'avant-projet de la déclaration de Durban II

*Dispositions choisies de l'avant-projet des Nations Unies publié lors de la seconde session préparatoire (Oct. 2008)*

<p><i>Calls upon the Durban Review Conference to provide guidelines for States taking into account the assessment of various Durban follow up mechanisms as well as the recommendations of the Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance on the issue of <b>defamation or negative stereotyping of religions</b>. (Par. 146, <a href="#">Section 5</a>)</i></p>	<p>“Diffamation de la religion” (Réouverture de la déclaration de 2001)</p>	<p>Tentative d’importer les lois islamiques contre le blasphème dans le droit international humanitaire.</p>
<p>...[O]ne of the principal reasons fomenting the tide of racism is the growing increase in the <b>right wing extremist political discourse, including in some of the most liberal and pluralistic societies</b>. This trend has led to the deepening of the racist tendencies in those societies through propaganda against immigrants and promotion of cultural and <b>religious superiority doctrines</b>. Immunity granted to such acts has led to denial of basic human rights to the affected communities including their right to freely practice and preserve their religious and cultural identities. <b>Effective legislation is needed</b> at the national, regional and international levels to curb these tendencies as well as to ensure relief to the victims. (Par. 80, <a href="#">Section 5</a>)</p>	<p>Censure (Réouverture de la déclaration de 2001)</p>	<p>Prône la censure dans les démocraties occidentales. Ignore l’incitation par les groupes islamiques radicales, par l’extrême gauche et par d’autres.</p>
<p>That permissible <b>limitations on the exercise of the right to freedom of expression</b> are elaborated and, where appropriate, <b>incorporated into national legislation</b>. (Par. 96c, <a href="#">Section 5</a>)</p>	<p>Censure (Réouverture de la déclaration de 2001)</p>	<p>Appelle à des nouvelles lois restreignant la liberté d’expression.</p>

## Violation des lignes rouges : L'avant-projet de la déclaration de Durban II

*Dispositions choisies de l'avant-projet des Nations Unies publié lors de la seconde session préparatoire (Oct. 2008)*

<p><i>Acknowledge that intellectual and political <b>resistance to multiculturalism</b> is one of the <b>root causes of the resurgence of racist and xenophobic violence</b>. Rejection of diversity has led to negation of the very humanity of the immigrants, foreigners and minorities. The <b>most serious manifestation of racism</b> is the democratic legitimization of racism and xenophobia in the guise of defending '<b>national identity</b> or preference'. No country, religion or minority should be discriminated on the grounds of its race, colour and creed. (Par. 25, <a href="#">Section 1</a>)</i></p>	<p>Politisation</p>	<p>Assimile l'identité nationale avec le racisme. Décrit des alternatives légitimes au multiculturalisme (ex. l'intégration) comme une cause originelle de « violence raciste ».</p>
<p><i>Calls upon the Durban Review Conference to demonstrate the political will to confront those phenomena, and acknowledges that a <b>failure of the Durban review process would, above all, pave the way for intensification of worrying racist and xenophobic trends</b>, namely, the upsurge in racist violence and the political use of racism and its intellectual legitimization. (Par. 227, <a href="#">Section 1</a>)</i></p>	<p>Politisation</p>	<p>Présente cette conférence menée par la Lybie et antioccidentale comme essentielle au combat contre le racisme.</p>
<p><i>Indicating that the process of <b>globalization</b> is a driving force whose benefits should be distributed equally in all countries, and expressing the resolve to prevent and offset the <b>adverse effects of this process</b>, which can <b>include poverty, underdevelopment and cultural homogenization</b>. (Par. 300, <a href="#">Section 1</a>)</i></p>	<p>Politisation</p>	<p>Attaque la globalisation. Sujet qui n'est pas applicable aux questions de racisme.</p>
<p><i>Stress the need of raising global awareness about the repercussions, manifestations and consequences of all the <b>racist practices of the occupying powers</b> and any of their acts that stem from racist ideology. (Par. 63, <a href="#">Section 1</a>)</i></p>	<p>Politisation (anti-Israel, anti-occident)</p>	<p>Critique codée d'Israël (le seul pays nommé ailleurs comme puissance occupante) et possiblement aussi des Etats Unis.</p>

## Violation des lignes rouges : L'avant-projet de la déclaration de Durban II

*Dispositions choisies de l'avant-projet des Nations Unies publié lors de la seconde session préparatoire (Oct. 2008)*

<p>Draws attention to the <b>impact of counter-terrorism measures on the rise of racism</b>, racial discrimination, xenophobia and related intolerance, including the practice of racial, ethnic, national and religious profiling. (<i>Par. 19, <a href="#">Section 1.</a></i>)</p>	<p>Politisation (Anti-Occident)</p>	<p>Liens entre les actions contre le terrorisme et le racisme, référence transparente aux Etats-Unis et à d'autres démocraties occidentales. En contraste, il n'y a pas de mention de la haine qui alimente le terrorisme.</p>
<p>Recognize that <b>colonialism and slavery have been the prime sources and manifestation of racism</b>, racial discrimination, xenophobia and related intolerance and the people of Asian decent were victims of colonialism and continue to be victims of its consequences. (<i>Par. 15, <a href="#">Section 1</a></i>)</p>	<p>Politisation (Anti-Occident)</p>	<p>Attention exclusive sur l'histoire particulière du colonialisme occidental ignorant d'horribles formes de racisme qui ont conduit à l'holocauste, au génocide tutsi, et au génocide actuel dans la province du Darfour au Soudan.</p>
<p><i>Noting that</i> some of the other obstacles hampering progress in the collective struggle against racism and racial discrimination include: weak legislation and policies, lack of moral, educational and practical strategies, non-implementation of international legal framework and commitments by some, persisting <b>impunity on different grounds such as freedom of expression, counter terrorism or national security</b> as well as sharp increase in the extreme right wing xenophobic political platforms. (<i>Par. 60, <a href="#">Section 1</a></i>)</p>	<p>Politisation (Anti-Occident)</p>	<p>Attaque la liberté d'expression, le contre-terrorisme et la sécurité nationale comme des prétextes « d'impunité » et « des obstacles empêchant le progrès » contre le racisme.</p>

## Violation des lignes rouges : L'avant-projet de la déclaration de Durban II

*Dispositions choisies de l'avant-projet des Nations Unies publié lors de la seconde session préparatoire (Oct. 2008)*

<p>...the effect which national legislation to combat terrorism has had on the implementation of the Convention, particularly on identity, entry and residence checks of foreigners, the right of asylum and extradition. When examining periodic reports, the Committee has expressed its concern about reported cases of “<b>Islamophobia</b>” following the 11 September attacks. Furthermore, while taking note that the criminal legislation of some States includes offences where religious motives are an aggravating factor, it has <b>regretted that incitement to racially motivated religious hatred is not outlawed</b>. The Committee has recommended that States give early consideration to the extension of the crime of incitement to racial hatred to cover <b>offences motivated by religious hatred</b> against immigrant communities. (<i>Par. 53, <a href="#">Section 3.</a></i>)</p>	<p>Hiérarchie des victimes</p>	<p>Traitement spécial de l’islamophobie. Les mentions des attaques et de la haine du 11 septembre ignorent la haine que les attaquants ont propagée et qui continuent d’alimenter d’autres attaques terroristes dans le monde.</p>
<p>Shares the assessment that the most serious manifestations of <b>defamation of religions</b> are the <b>increase in Islamophobia</b> and the <b>worsening of the situation of Muslim minorities</b> around the world. He [UN expert on racism] has mentioned three main developments in this context; a) the <b>stereotypical association of Islam (and Muslims) with violence and terrorism</b>; b) the determination to impose restrictions on manifestation of Islam including construction of mosques and its minarets; and c) monitoring and surveillance of places of worship, culture and teaching of Islam. (<i>Par. 28, <a href="#">Section 1.</a></i>)</p>	<p>Hiérarchie des victimes</p>	<p>Les musulmans sont les plus importantes victimes et les cibles du racisme occidental. Tentative d’octroyer une légitimité onusienne à des dispositions islamiques contre le blasphème.</p>

## Violation des lignes rouges : L'avant-projet de la déclaration de Durban II

*Dispositions choisies de l'avant-projet des Nations Unies publié lors de la seconde session préparatoire (Oct. 2008)*

<p>Besides strengthening <b>discrimination against Muslims</b>, this insidious association is <b>preventing Muslim communities from practicing their religion</b> freely or integration in the society, in many countries. Discrimination on multiple grounds of religion, ethnicity or culture further affects enjoyment of their basic human rights including economic, social and cultural rights. <b>Durban Review Conference, therefore, must look into this contemporary manifestation of racism</b> and seek proscription of this practice through legal and administrative measures. As the existing national laws and courts have failed to address the issue, <b>internationally binding normative standards need to be devised that can provide adequate guarantees against defamation of religions</b> and religious intolerance. (Par. 31, <a href="#">Section 1</a>)</p>	<p>Hiérarchie des victimes</p>	<p>Les musulmans sont les plus importantes victimes et les cibles du racisme occidental. Tentative d'octroyer une légitimité onusienne à des dispositions islamiques contre le blasphème.</p> <p>Préconise d'utiliser la conférence de Durban II pour se concentrer sur les discriminations occidentales contre l'Islam et ses adhérents.</p>
<p>Recognizes that there have been increasing risks of <b>stereotyping Muslims</b> and other groups and expresses its commitment to combat this phenomenon. (Par. 42, <a href="#">Section 1</a>)</p>	<p>Hiérarchie des victimes</p>	<p>Les musulmans sont les plus importantes victimes et les cibles du racisme occidental.</p>
<p>Calls upon States to pay attention to the serious nature of incitement to religious hatred such as anti-Semitism, Christianophobia and, <b>more particularly, Islamophobia</b>, and to promote the fight against those phenomena by strengthening interreligious and intercultural dialogue concerning the common ethics of all religions and by adopting legislation aimed at ending impunity in this respect. (Par. 143, <a href="#">Section 1</a>)</p>	<p>Hiérarchie des victimes</p>	<p>Tentative subtile d'imposer une hiérarchisation des victimes avec les musulmans en premier.</p>

## Violation des lignes rouges : L'avant-projet de la déclaration de Durban II

*Dispositions choisies de l'avant-projet des Nations Unies publié lors de la seconde session préparatoire (Oct. 2008)*

<p>Reaffirm that a <b>foreign occupation founded on settlements, its laws based on racial discrimination</b> with the aim of continuing domination of the occupied territory, as well as its practices, which consist of reinforcing a total military blockade, isolating towns, cities and villages under occupation from each other, totally contradict the purposes and principles of the Charter of the United Nations and constitute a serious violation of international human rights and humanitarian law, <b>a new kind of apartheid, a crime against humanity, a form of genocide and a serious threat to international peace and security.</b> (Par. 57, <a href="#">Section 1</a>; identical text at Par. 11, <a href="#">Section 4</a>.)</p>	<p>Singularisation d'Israël</p>	<p>Diffamation faiblement voilée d'Israël. Ranime le pire langage de diabolisation de la déclaration de Téhéran de février 2001, répétant le verbatim de l'art. 20. Langage similaire à celui de la déclaration des ONG de 2001 (Arts 98-99) qui a été condamné par la Haut Commissaire Mary Robinson. La diffamation d'Israël constitue une importante violation de la ligne rouge de l'UE de ne pas singulariser un pays.</p>
<p>Reiterates its concern about the <b>plight of the Palestinian people under foreign occupations</b>, urges respect for international human rights law and international humanitarian law and calls for a just, comprehensive and lasting peace in the region. (Par. 114, <a href="#">Section 1</a>)</p>	<p>Singularisation d'Israël</p>	<p>Viole la ligne rouge de l'UE sur la singularisation d'un pays.</p>
<p><i>Notes that the Palestinian people continue to be denied the <b>fundamental right of self determination.</b></i> In order to consolidate the occupation, they have been subjected to <b>unlawful collective punishment, torture</b>, economic blockade, severe restriction on movement and arbitrary closure of their territories. Illegal settlements continue to be built in the occupied territories. <b>The Review Conference must look into the human rights situation</b> and urge member states to implement the provisions of DDPA with a view to bring lasting peace in the Middle East. (Par. 115, <a href="#">Section 1</a>)</p>	<p>Singularisation d'Israël</p>	<p>Prône l'utilisation de la conférence de Durban II pour condamner Israël.</p>

## Violation des lignes rouges : L'avant-projet de la déclaration de Durban II

*Dispositions choisies de l'avant-projet des Nations Unies publié lors de la seconde session préparatoire (Oct. 2008)*

<p>Express deep concern at the <b>plight of Palestinian refugees</b> and displaced persons who were <b>forced to leave their homes because of war and racial policies of the occupying power</b> and who are prevented from returning to their homes and properties because of a <b>racially based law of return</b>, and recognize the <b>right of return of the Palestinian refugees</b> as established by the General Assembly in its resolutions, particularly resolution 194 (III) of 11 December 1948, and <b>call for their return to their homeland</b> in accordance with and in implementation of this right. (<i>Par. 116, <a href="#">Section I</a></i>)</p>	<p>Singularisation d'Israël</p>	<p>Attaque la raison d'être d'Israël comme la patrie du peuple juif pourtant reconnue par les Nations Unies et la Ligue des Nations.</p> <p>Viole la ligne rouge de l'UE sur la singularisation d'un pays.</p>
<p>Re-emphasize the responsibility of the international community to provide <b>international protection for the Palestinian people under occupation against aggression, acts of racism</b>, intimidation and denial of fundamental human rights, including the rights to life, liberty and self-determination. (<i>Par. 117, <a href="#">Section I</a></i>)</p>	<p>Singularisation d'Israël</p>	<p>Les palestiniens sont victimes d'un supposé racisme israélien. Viole la ligne rouge de l'UE sur la singularisation d'un pays.</p>
<p>Recognize <b>Jerusalem</b> as a city of reverence and religious sanctity for three major religions of the world and call for an international effort to <b>bring foreign occupation, together with all its racial practices, to an end</b>, especially in holy shrines dear to the three religions. (<i>Par. 305, <a href="#">Section I</a></i>)</p>	<p>Singularisation d'Israël</p>	<p>La protection d'Israël de la liberté religieuse et des lieux saints de Jérusalem est décrite comme « raciste ». Reprise du langage de la déclaration de Téhéran de 2001, Art 19.</p> <p>Viole la ligne rouge de l'UE sur la singularisation d'un pays.</p>

## Violation des lignes rouges : L'avant-projet de la déclaration de Durban II

*Dispositions choisies de l'avant-projet des Nations Unies publié lors de la seconde session préparatoire (Oct. 2008)*

<p><i>Expresses</i> deep regret the practices of <b>racial discrimination against the Palestinians</b> as well as other inhabitants of the Arab occupied territories which have an impact on all aspects of their daily existence such as to prevent the enjoyment of fundamental rights, express our deep concern about this situation and renew the call for the cessation of all the <b>practices of racial discrimination to which the Palestinians and the other inhabitants of the Arab territories occupied by Israel are subjected.</b> (Par. 93, <a href="#">Section 5</a>)</p>	<p>Singularisation d'Israël</p>	<p>Reprise du langage de la célèbre déclaration de Téhéran de 2001, Art 21.</p> <p>Viole la ligne rouge de l'UE sur la singularisation d'un pays.</p>
<p><i>Reiterates</i> that the Palestinian people continue to be denied the fundamental right of self determination and <b>urges member States to look at the situation of Palestinian people during the Durban Review Conference</b> and implement the provisions of DDPA with a view to bring lasting peace in the Middle East. (Par. 127, <a href="#">Section 5</a>)</p>	<p>Singularisation d'Israël</p>	<p>Prône d'utiliser la conférence de Durban II pour se concentrer à condamner Israël.</p>

*Pour plus d'information:* [www.unwatch.org/durban2](http://www.unwatch.org/durban2)